

L'ajournement

Le premier exemple, c'est le Livre blanc sur la conversion au système métrique, qui a été déposé à la Chambre par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, l'actuel député d'Ottawa-Carleton (M. Pepin), où l'on disait que la conversion au système métrique serait libre. Voici ce qu'on dit à la page 5 du Livre blanc:

Il n'envisage pas l'adoption d'une loi pour imposer de façon générale la substitution des unités métriques aux unités P.L.

C'est ainsi que le gouvernement de l'époque a obtenu le consentement unanime de la Chambre. Les députés se figuraient que la conversion au système métrique se ferait sur une base volontaire et personne ne s'est opposé à cette procédure tout à fait démocratique. Le problème, c'est de savoir dans quelle mesure la conversion est vraiment volontaire. Des centaines de milliers de chefs de petites entreprises et de détaillants vous diront, monsieur le Président, que le gouvernement a foulé aux pieds les principes énoncés dans son Livre blanc.

Ceci dit en passant, le secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations qui est ici ce soir et dont les réponses à mes questions sont déjà toutes prêtes, sera peut-être intéressé d'apprendre que dans ce même Livre blanc, il était dit que la conversion au système métrique au Canada devait se faire au même rythme qu'aux États-Unis. Sur ce point également, les Libéraux ont changé d'avis si l'on doit en croire le député, qui a déclaré hier, comme en atteste la page 21774 du hansard:

... ce n'est pas parce que les États-Unis prennent une initiative qu'elle est nécessairement bonne pour autant ... Or, dans le cas qui nous concerne, le député prend les Américains en exemple.

Le secrétaire parlementaire parlait du député de Peterborough (M. Domm).

Ceci m'amène au deuxième exemple d'information fautive et mensongère. La Commission du système métrique continue de vouloir faire croire aux Canadiens que nous devons nous convertir au système métrique parce que les Américains l'adoptent eux aussi. C'est exactement l'inverse qui se produit. Les Américains ont démantelé leur Commission du système métrique parce qu'elle se heurtait à une opposition trop vive de la part des consommateurs. De son côté, la Grande-Bretagne a elle aussi mis un frein à la conversion au système métrique pour les mêmes motifs. Ce n'est donc pas parce que nos principaux partenaires commerciaux adoptent le système métrique que nous aussi nous l'adoptons. C'est seulement parce que le gouvernement et la Commission du système métrique en ont décidé ainsi.

Et puisque nous parlons de la Commission du système métrique, je dois dire que je m'inquiète depuis un certain temps des dimensions gigantesques que cet organisme a prises. Son budget est énorme puisqu'il dépasse le milliard de dollars. Elle utilise les deniers publics pour nous obliger à adopter un système que nous n'avons pas réclamé, dont nous n'avons pas besoin et que nous n'avons même pas les moyens de nous offrir. Elle dépense des centaines de milliers de dollars en campagnes publicitaires élaborées et tapageuses. Je réclame, en tant que député, que l'on entreprenne une étude tout à fait impartiale des activités de la Commission du système métrique depuis ces dix dernières années au moins. Si le bureau du vérificateur général n'a pas le temps de le faire, que le gouvernement crée une commission d'enquête judiciaire chargée d'évaluer les bienfaits ou les méfaits de la Commission du système métrique.

J'en viens maintenant à mon dernier exemple de volte-face et de manque de parole du gouvernement à propos de la conversion au système métrique. Le ministre de la Consommation et des Corporations n'a cessé de laisser entendre aux détaillants, aux fabricants, à la population de façon générale et aux députés plus particulièrement, qu'il n'avait pas l'intention de poursuivre ceux qui désirent continuer à utiliser le système impérial dans la mesure où les consommateurs le réclament. Le gouvernement s'est brûlé les doigts dans l'affaire Kasparian, à Calgary, où l'on a constaté que l'article 7 de la loi sur les poids et mesures était erroné et qu'il lui a été impossible d'entamer des poursuites.

• (2205)

Aujourd'hui, le ministre de la Consommation et des Corporations nous dit: «C'est ça, les gars—nous vous donnons une dernière chance. La conversion au système métrique n'entrera en vigueur qu'à compter d'aujourd'hui».

Voici un gouvernement qui refuse de poursuivre des espions mais qui prétend vouloir poursuivre des exploitants de stations-services, y compris des députés, qui osent vendre de l'essence au gallon.

Je le répète, nous souhaitons que la conversion soit facultative et se fasse de façon démocratique. J'espère que le secrétaire parlementaire répondra à ces questions précises. Le gouvernement acceptera-t-il un système de mesure double, où les indications sur les étiquettes de tous les paquets et dans la publicité seraient en mesures impériales et métriques? Le gouvernement finira-t-il par admettre que les Canadiens ont besoin d'une liberté de choix et d'information, et qu'ils y ont droit lorsqu'ils achètent des marchandises? Est-ce trop demander en régime démocratique?

M. David Berger (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, cela fait deux soirs de suite que j'ai l'occasion de traiter de ce problème. Le député n'aime pas le terme «dinosaur». Celui de «Neanderthal» lui conviendrait peut-être davantage.

Je voudrais tout d'abord corriger quelques erreurs contenues dans les remarques du député d'en face. Lors de sa conférence de presse du 13 décembre dernier, le ministre a signalé qu'il y avait eu une erreur dans l'affaire Kasparian et que l'on avait inculpé M^{me} Kasparian en invoquant le mauvais article de la loi. Il est regrettable que les députés de l'opposition aient fait des gorges chaudes à ce sujet en laissant entendre que la loi proprement dite était remise en question. Ce n'est pas le cas. La loi n'est absolument pas remise en question. Il s'agit, je le répète, d'une inculpation aux termes du mauvais article de la loi.

En outre, je tiens à signaler au député que le règlement actuel concernant l'utilisation de mesures métriques dans la publicité et la vente au détail des appareils ménagers, de l'essence et du carburant diesel, ainsi que de denrées alimentaires pesées individuellement, a été adopté à la demande expresse de comités de volontaires représentant ces trois secteurs de notre économie.

Il est vrai également que la plupart des fabricants et détaillants canadiens désirent continuer à utiliser uniquement le système métrique pour le commerce.

Le député m'a posé une question précise. Il a demandé si le gouvernement acceptera un double système d'étiquetage. Je